

# Revue de presse

Dimanche 19 Novembre 2023



## Développement des relations économiques et financières algéro-françaises

### Faïd aux commandes

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a reçu l'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romatet avec lequel il a évoqué la question.

Le paysage économique du pays est en train de changer L'Algérie a engagé des réformes économiques importantes qui doivent lui permettre de mettre en place une économie productrice de richesses.



## Loi sur le foncier économique

### Une nouvelle formulation

L'accès au foncier économique est une étape déterminante de tout investissement.

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, à la majorité, « la nouvelle formulation consensuelle de l'article du texte de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'État et destiné à la réalisation de projets d'investissement, comprenant l'introduction des autres terres aménagées du domaine privé de l'État dans le portefeuille foncier de l'État destiné à l'investissement ».



## [Décollage économique](#)

### [Les trois leviers du président](#)

Depuis la présentation de son plan de relance économique initié en août 2020, le président de la République les a érigés en priorités.

Faire tourner la machine de production à un rythme soutenu et s'orienter davantage vers l'exportation. C'est l'objectif, la colonne vertébrale, de la mission fixée par le président de la République au gouvernement. Une aspiration caressée par le pays au lendemain de l'indépendance qui n'a cependant pu voir ses contours s'esquisser qu'après l'élection de Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême.



## [En prévision de la reprise des importations](#)

### [Les Douanes sur les braises](#)

Les douaniers sont tenus de veiller au grain, afin de garantir le respect des procédures..

Les services des Douanes algériennes sont à pied d'œuvre, ces jours-ci, pour entamer les nouvelles procédures de suivi et de contrôle rigoureux des marchandises qui seront importées, sous peu. Un branle-bas de combat qui prend forme, suite aux nouvelles mesures annoncées par la tutelle ministérielle, conjointement avec le ministère du Commerce et de la Promotion des importations.



## [Pression fiscale sur les entreprises](#)

### [La LF 2024 desserre l'étou](#)

La Commission des finances de l'APN a auditionné le DG des Domaines de l'État et le DG des Douanes.

Dans le but de réduire la pression fiscale sur les entreprises, il est proposé, dans le cadre du PLF2024, «la suppression totale de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pour les activités de production et les professions libérales».



## [Le pétrole achève la semaine à plus de 80 dollars](#)

### [Le baril évite la noyade](#)

Le Brent qui avait clôturé à 77,42 dollars, jeudi, a regagné plus de 3 dollars le lendemain.

Dur, dur! Les cours du pétrole ont évité in extremis de s'installer sous la barre symbolique des 80 dollars. Un «Smig» pour les pays exportateurs d'or noir. La semaine achevée le 17 novembre n'a pas été de tout repos. Entre lundi et jeudi derniers, les prix se sont effondrés. Le baril de Brent de la mer du Nord, premier standard international pour la fixation des prix du pétrole, pour livraison en décembre est passé de 82,52 dollars à 77,42 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate a, pour sa part, reculé de 78,26 dollars à 72,82 dollars.



## [Jeunes, diaspora et économie numérique](#)

### [Les cartes maîtresses du président](#)

C'est sur ce trident alliant force et efficacité que le président de la République construit son plan de relance et de développement.

Envers la jeunesse, il ne cesse de lancer des messages de confiance. En direct de la diaspora, il livre d'autres messages pour mobiliser sa composante. Le tout sur fond d'un renouveau économique axé sur le numérique et ce qu'il permet comme gain.



## [Le président de la République assure les opérateurs économiques du soutien de l'Etat](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, jeudi à Alger, l'accompagnement de tous les projets d'investissement créateurs de richesse et d'emplois, assurant les opérateurs économiques et les porteurs de projets du soutien total de l'Etat.

Accompagné du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, le Président Tebboune s'exprimait lors de sa visite de l'exposition organisée dans le cadre des Journées de l'entrepreneuriat.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Finances: hausse des recettes de l'Etat à 6.261 milliards DA durant les huit premiers mois de 2023**

Les recettes de l'Etat ont augmenté durant les huit premiers mois de l'année 2023, atteignant ainsi 6.261 milliards DA, soit une hausse de plus de 3% sur un glissement annuel, a indiqué, jeudi, le Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, M. Salah Labani.

Auditionné par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Saad Bghidja, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, M. Labani a précisé que les recettes de l'Etat enregistrées jusqu'à fin août 2023 ont atteint 6.261 milliards DA, soit une hausse de 210 milliards DA par rapport aux recettes enregistrées durant la même période de 2022, estimées à 6.050 milliards DA.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **APN/PLF 2024 : les DG des Domaines de l'Etat et des Douanes auditionnés**

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, jeudi, dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) de l'exercice 2024, le Directeur général des Domaines de l'Etat, Abderrahmane Kheddi et le Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouche.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Lutte contre la contrebande: près de 5.000 opérations de saisie entre janvier et septembre 2023**

Les services des Douanes algériennes ont mené près de 5.000 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant les 9 premiers mois de 2023, a-t-on appris auprès de la Direction générale des douanes (DGD).

Selon le bilan des douanes relatif à la lutte contre la contrebande, 4982 opérations de saisie de marchandises ont eu lieu durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre pour un montant global de 4,546 milliards DA, alors que la valeur des amendes induites par ces crimes économiques est estimée à 37,192 milliards de dinars.

### **Journal officiel : La loi sur le foncier économique publiée**

La loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement a été publiée dans le Journal officiel n°73. Signée le 15 novembre en cours par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. cette loi, n° 23-17, s'applique au foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, composé de terrains aménagés relevant des zones industrielles et des zones d'activités, de terrains aménagés situés à l'intérieur du périmètre des villes nouvelles, de terrains aménagés relevant des zones d'expansion et sites touristiques, de terrains aménagés relevant des parcs technologiques, d'actifs résiduels immobiliers des entreprises publiques dissoutes, d'actifs excédentaires immobiliers des entreprises publiques économiques, de terrains destinés à la promotion immobilière à caractère commercial, d'autres terrains aménagés relevant du domaine privé de l'Etat.

### **APN – Finances durant les huit premiers mois de 2023 Hausse des recettes de l'État à 6.261 milliards DA**

Les recettes de l'État ont augmenté, durant les huit premiers mois de l'année 2023, atteignant ainsi 6.261 milliards DA, soit une hausse de plus de 3% sur un glissement annuel, a indiqué, jeudi, le Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'État, M. Salah Labani. Auditionné par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Saad Bghidja, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, M. Labani a précisé que les recettes de l'État enregistrées jusqu'à fin août 2023 ont atteint 6.261 milliards DA, soit une hausse de 210 milliards DA par rapport aux recettes enregistrées durant la même période de 2022, estimées à 6.050 milliards DA.

### **PLF-2024 - Audition des DG des Domaines de l'État et des Douanes : Maintenir en bon état les biens de l'État**

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, jeudi, dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) de l'exercice 2024, le Directeur général des Domaines de l'État, Abderrahmane Kheddi, et le Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouche.

## Trajectoire

Aussi bien en diplomatie qu'en matière économique, aucune partie ne peut faire pression sur l'Algérie, qui est un acteur émergent dans les relations internationales, qui ne peut tolérer que des actions quelconques soient imposées de l'extérieur. Cette ligne de conduite a déjà été présentée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lorsqu'il avait affirmé le refus de recourir à l'endettement extérieur, car cela aurait été un choix équivalent à un «suicide politique» s'opposant à la restauration des forces du pays. Rien ne peut justifier le report de la mise en œuvre des réformes structurelles.



## 5 000 saisies des douanes en neuf mois: La valeur des amendes supérieure à 37 milliards de dinars

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande aux postes frontaliers, aériens, maritimes et terrestres, la direction générale des douanes a dénombré près de 5.000 saisies réalisées par ses services sur l'ensemble du territoire national, durant les neuf premiers mois de l'année en cours.

La valeur totale des amendes résultant de ces délits économiques s'élève à 37,192 milliards de dinars.



## Projet de loi de finances 2024: Les DG des Domaines de l'Etat et des Douanes devant la Commission finances de l'APN

Un exposé sur le projet de loi de finances (PLF) de l'exercice 2024, a été présenté jeudi, devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), par Abderrahmane Kheddi et Abdelhafid Bakhouché, respectivement directeur général des Domaines de l'Etat, et directeur général des Douanes.

Abderrahmane Kheddi a ainsi présenté une série de dispositions inscrites dans le cadre du PLF 2024 relatives aux domaines de l'Etat, visant à faciliter l'investissement à travers l'allègement des procédures liées au foncier économique destiné à l'investissement.



## Recettes publiques: L'Algérie en tête des pays africains selon les données du FMI

S'appuyant sur les données du Fonds monétaire international, FMI, le site web multinational d'information financière et commerciale, Business Insider Africa, a rapporté, vendredi, le classement des pays africains détenant le plus de recettes publiques en pourcentage du PIB.

Selon le site, le gouvernement algérien détient, selon les données du FMI, « le record des recettes publiques en pourcentage du PIB en Afrique » avec 33,7%.

**Le Courrier**  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

## LE PRÉSIDENT À LA CLÔTURE DES JOURNÉES DE L'ENTREPRENEURIAT : « Nous sommes confiants en l'avenir »

Dans son allocution à l'occasion de sa rencontre, jeudi, avec les opérateurs économiques, au terme des journées de l'entrepreneuriat organisées par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), qui se sont tenues durant trois jours au Centre international de Conférences (CIC) à Alger, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé que l'Algérie nouvelle, qui a émergé du mouvement populaire et pacifique de 2019, et grâce à la volonté de ses enfants honnêtes et intègres, s'est engagée dans une nouvelle perspective économique loin des anciennes pratiques et des intérêts restreints des tenants du pouvoir de l'époque et dont les résultats sont aujourd'hui palpables fruits d'une politique de la normalisation de la vie publique, révèlent, toutefois, la persistance de la résistance aux changements développée par certaines parties de l'ancien système.

**Le Courrier**  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

## BILAN DE LA LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE DE JANVIER À SEPTEMBRE 2023 : Près de 5 000 opérations de saisie effectuées par les Douanes

Les services des Douanes algériennes ont mené près de 5.000 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant les neuf premiers mois de l'année en cours, indique un bilan de la Direction générale des Douanes (DGD).

Le document de la DGD relatif à la lutte contre la contrebande indique que 4982 opérations de saisie de marchandises ont eu lieu durant la période allant du 1er janvier au 30 septembre pour un montant global de 4,546 milliards DA, alors que la valeur des amendes induites par ces crimes économiques est estimée à 37,192 milliards de dinars.

## جمارك: إحصاء قرابة 5000 عملية حجز في إطار مكافحة التهريب بين يناير وسبتمبر 2023

أحصت المديرية العامة للجمارك، في إطار مكافحة التهريب، قرابة 5000 عملية حجز، قامت بها مصالحها عبر كامل التراب الوطني، خلال التسعة أشهر الأولى من السنة الجارية، حسبما علمته وأج لدى هذه الهيئة.

و حسب حصيلة المديرية العامة للجمارك، المتعلقة بنشاطات مكافحة التهريب، تم في الفترة الممتدة بين 1 يناير و 30 سبتمبر، تسجيل 4982 عملية، أسفرت عن حجز سلع بقيمة إجمالية قدرت بـ 4546 مليار دج، في حين بلغت قيمة الغرامات المترتبة عن هذه الجرائم الاقتصادية بـ 37192 مليار دج.



## وفق تقرير سيعرضه المحافظ بالبرلمان قريبا

### هكذا امتصّ بنك الجزائر تضخم أسعار المواد الغذائية

يكشف تقرير بنك الجزائر لسنة 2022 عن إجراءات سريعة اتخذتها السلطات المالية والنقدية في البلاد، لكبح نسبة التضخم المستوردة من الخارج، والتي من شأنها التأثير على أسعار المواد الاستهلاكية محلياً، على غرار استرجاع السيولة المستهدفة بقيمة 300 مليار دينار، لامتصاص مصدر السيولة الفائضة التضخمية المحتملة، إضافة إلى تعديل أسعار الصرف بين نهاية جويلية ونهاية سبتمبر 2022، حيث ارتفع الدينار الجزائري بنسبة 4.1 بالمائة مقابل الدولار الأمريكي و7 بالمائة مقابل الأورو.



## مالية: ارتفاع إيرادات الدولة إلى 6261 مليار دج

ارتفعت إيرادات الدولة خلال الأشهر الثمانية الأولى للعام الجاري 2023 إلى 6261 مليار دج. أي بزيادة تتجاوز 3 بالمائة على أساس سنوي.

وحسب ما أفاد به المدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، صالح لعباني، في جلسة استماع أمام لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، في إطار مناقشة مشروع قانون المالية لـ2024. فإن إيرادات الدولة المسجلة إلى غاية نهاية أوت من العام الجاري بلغت 6261 مليار دج. بارتفاع قدره 210 مليار دج مقارنة بإيرادات المسجلة خلال نفس الفترة من السنة الماضية والمقدرة بـ6050 مليار دج.



## نحو فتح رأسمال بنكين عموميين قبل نهاية 2023

أعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون يوم الخميس، عن إطلاق عملية فتح رأسمال بنكين عموميين أمام المستثمرين الخواص، بنسبة 30 بالمئة، قبل نهاية السنة الجارية.

وأكد الرئيس تبون خلال إشرافه على لقاء مع رواد الأعمال الاقتصاديين، في ختام أيام المقاولاتية، بالمركز الدولي للمؤتمرات، أن "الدولة عازمة على فتح رأسمال البنوك العمومية".



## ارتفاع إيرادات الدولة بنسبة 3 بالمئة في عام 2023

ارتفعت إيرادات الدولة خلال الأشهر الـ 8 الأولى من 2023 إلى 6261 مليار دينار، بزيادة تتجاوز نسبتها 3 بالمائة على أساس سنوي.

جاء هذا في حديث المدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة صالح لعباني، في جلسة استماع بالبرلمان، في إطار مناقشة قانون المالية لـ2024.

## صدر القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع لأملك الدولة

صدر في الجريدة الرسمية القانون المحدد لشروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأملك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية.



## إسترجاع الأموال المنهوبة.. رئيس الجمهورية يؤكد ان الاتحاد الأوروبي أعطى موافقة مبدئية

جدد رئيس الجمهورية خلال إشرافه على إختتام فعاليات أيام المقاولاتية التزام الدولة بإسترجاع الاموال المنهوبة المحولة.

كما أكد الرئيس تبون على إسترجاع العقارات التي تم اقتناؤها بطريقة غير قانونية في الخارج وفي لقاء مع رواد الأعمال الاقتصاديين أكد رئيس الجمهورية على تجاوب الاتحاد الأوروبي الذي أعطى موافقة مبدئية في هذا الإطار. وأضاف ان هذه العملية تتطلب "جهدا وقد تستغرق وقتا طويلا."



## مخصص لإنجاز المشاريع الاستثمارية

## قانون العقار الاقتصادي يدخل حيز التطبيق

صدر في العدد 73 من الجريدة الرسمية، القانون المتعلق بتحديد شروط وكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأملك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، والذي وقَّعه رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، في 15 نوفمبر الجاري.

وتطبق أحكام هذا القانون رقم 17-23 على الأراضي المهيأة التابعة للمناطق الصناعية ومناطق النشاطات، الأراضي المهيأة الواقعة داخل محيط المدن الجديدة وكذا الأراضي المهيأة التابعة لمناطق التوسع السياحي والمواقع السياحية.

## مشروع قانون المالية لـ2024 يقر تحفيزات هامة

### تسهيلات في الاستثمار ومنح العقار الاقتصادي

تعزير تدخل الجمارك لمراقبة حركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج  
استمعت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في إطار مناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2024، إلى المدير العام لأملاك الدولة عبد الرحمان خدي، والمدير العام للجمارك عبد الحفيظ بخوش واستعرض خدي، خلال الجلسة جملة التدابير المدرجة في إطار مشروع قانون المالية لسنة 2024، المتعلقة بأملاك الدولة، والرامية إلى تسهيل الاستثمار عن طريق تخفيف الإجراءات المتعلقة بالعقار الاقتصادي الموجه للاستثمار.

## LE PRIVÉ INVITÉ À INVESTIR DANS LE SECTEUR FINANCIER

### Ouverture prochaine du capital de banques publiques

**L**e président de la République a annoncé, jeudi dernier, lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques à la clôture des journées de l'entrepreneuriat, que l'ouverture du capital de quelques banques publiques interviendra à la fin de l'année en cours ou, au plus tard, début 2024.

Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que la mesure peut concerner deux à trois banques publiques. «L'objectif est d'apporter du sang nouveau au secteur», a-t-il lancé avant de préciser que «l'ouverture du capital se fera à hauteur de 30%». Le chef de l'Etat a souligné qu'il est temps que le secteur privé se mette à la recherche de nouvelles ressources financières. «Pour que le secteur privé se libère, il devra d'abord ne pas dépendre totalement du financement du secteur public», a-t-il ajouté, tout en plaidant pour la création de banques privées. «L'économie se financera d'elle-même», a-t-il fait remarquer. «La création de banques privées viendra en appoint et cela ne veut pas dire que c'est la fin de l'accompagnement des pouvoirs publics», a assuré le président de la République, selon lequel «plus de 85% de l'économie nationale relève du privé».

■ W. O. H

## ● EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

### Plus de 6,5 milliards de dollars en 2023

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé que la promotion des exportations hors hydrocarbures constitue «un objectif stratégique et un enjeu que nous avons placés au centre des priorités et de l'orientation vers l'économie du savoir». Il a annoncé que pour la première fois depuis l'indépendance, les volumes des exportations hors hydrocarbures ont dépassé 6,5 milliards de dollars. «Avant, l'Algérie était un pays importateur et aujourd'hui la tendance a changé», s'est-il réjoui.

■ W. O. H.

## ● FONCIER ÉCONOMIQUE

### Le problème définitivement réglé

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, jeudi dernier, à la clôture de la rencontre sur l'entrepreneuriat, que le projet de loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat a été publié au Journal officiel. Tout en saluant les membres du Parlement qui ont permis son adoption, le Président a qualifié celui-ci «d'un grand acquis pour le monde économique». «Cela fait plus de trois ans que nous tournons en rond. Le problème du foncier économique est désormais définitivement résolu», a déclaré Tebboune qui a ordonné la promulgation des textes d'application y afférents dans un délai ne dépassant pas un mois.

■ W. O. H.

## DOUANES

# Près de 5 000 opérations de saisie dans le cadre de la lutte contre la contrebande en 2023

**Les services des Douanes algériennes ont mené près de 5 000 opérations de saisie à travers l'ensemble du territoire national dans le cadre de la lutte contre la contrebande durant les 9 premiers mois de 2023, a-t-on appris auprès de la Direction générale des douanes (DGD).**

Selon le bilan des douanes relatif à la lutte contre la contrebande, 4982 opérations de saisie de marchandises ont eu lieu durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre pour un montant global de 4,546 milliards DA, alors que la valeur des amendes induites par ces crimes économiques est estimée à 37,192 milliards de dinars.

Lors des tentatives de contrebande déjouées par les services des douanes, 630 moyens de transport, entre véhicules et animaux, ont été utilisés, a indiqué la même source, ajoutant que 5 157 individus sont impliqués dans ces opérations.

Concernant la nature des objets saisis, la DGD a indiqué qu'il s'agit essentiellement de drogues, comprimés psychotropes, tabac et cigarettes, carburant, pétards, boissons alcooliques, devises, métaux précieux, armes et munitions, outre les produits alimentaires subventionnés et de large consommation et les véhicules.

S'agissant des comprimés psychotropes et de la drogue, les services des douanes ont saisi durant les 9 premiers mois de 2023, près de 6 tonnes de kif traité et plus de trois millions

de comprimés psychotropes et près de 19 kg de cocaïne et 9,7 kg de Bango, en sus de 1,237 kg de la poudre d'ecstasy.

En ce qui concerne le tabac, les produits dérivés et les boissons alcoolisées, le bilan fait état de la saisie de 46 728 cartouches de cigarettes, 345 253 boîtes de cigarettes et 48.686 litres de boissons alcoolisées.

### Saisie de devises et faux billets

Dans le cadre de la répression des contraventions à la législation et à la réglementation relatives au mouvement des capitaux de et vers l'étranger, les services des douanes ont saisi près de 4 kg d'or, plus de 6 kg d'argent, 863 000 DA, 768 217 euros, 158 500 USD, 43 000 dinars tunisiens et autres devises étrangères, ainsi que de faux billets en devises de 249 000 euros et 30 000 USD.

Concernant les produits alimentaires notamment ceux subventionnés et de large consommation, les mêmes services ont saisi plus de 520 tonnes de blé, plus de 909 000 litres d'huile de table, plus de 138 000 tonnes de sucre et d'autres quantités importantes de céréales, de légumineuses, de denrées ali-

mentaires, de pâtes alimentaires, de gâteaux, de compléments alimentaires et de boissons gazeuses et non gazeuses.

Il a été procédé également à la saisie de 636 285 litres de carburant, 1950 boîtes et 348. 765 unités de pétards et de produits pyrotechniques, 950 animaux vivants (ovins et oiseaux), 265 véhicules ainsi que des équipements sensibles, vêtements et chaussures divers, médicaments, produits pharmaceutiques et matériel médical, tabac et dérivés, produits cosmétiques, moteurs et pièces de rechange, armes, munitions, articles de pêche, matériel de détection des métaux, téléphones portables et leurs accessoires, matériel informatique et autres.

La Direction a estimé que «ces chiffres reflètent les efforts inlassables des agents des douanes, et leur engagement à accomplir les missions qui leur sont confiées, pour protéger l'économie nationale, en renforçant les mécanismes de contrôle et les programmes d'intervention sur le terrain pour faire face à toutes les tentatives de contrebande et la criminalité transfrontalière sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la coordination de programmes d'intervention conjoints avec les différents corps de sécurité».

APS

## TEBBOUNE :

# «Aucune force ne peut faire pression sur l'Algérie»

*En matière de souveraineté, l'Algérie ne tolère aucune interférence ni encore moins d'ingérence. Le président de la République a réaffirmé ce principe, jeudi, déclarant qu'«aucune force dans le monde n'est en mesure de faire pression sur l'Algérie» qui a atteint «un point de non-retour pour défendre farouchement sa souveraineté». S'exprimant face à des opérateurs économiques, Abdelmadjid Tebboune a lancé plusieurs messages rassurants quant au climat des affaires, la rupture avec d'anciennes pratiques qui ont gangrené l'économie, avouant que le comité qui avait été mis en place pour imposer des redressements aux opérateurs économiques avait dépassé ses prérogatives.*

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Aucun changement de cap. L'Algérie est bien au contraire déterminée à n'accepter aucune ingérence dans ses affaires internes. Le président de la République l'a réaffirmé, ce jeudi, en déclarant qu'«aucune force dans le

nomie. Abdelmadjid Tebboune affirme en effet que «l'État sévira contre toutes les formes de dérive qui ont accablé l'économie nationale par le passé et coûté des milliards de dollars au Trésor public». Une entreprise qui s'est heurtée à des résistances éma-

affirmant qu'«aucune partie ne peut faire pression ou imposer des actions intolérables», citant l'exemple de la commission chargée du dossier de l'importation qui, dit-il, a «outrepassé ses prérogatives», ajoutant que «s'il y a lieu de récupérer l'argent de l'État, cela se fera désormais par d'autres voies».

Évoquant les sommes pillées et détournées, Tebboune a rappelé la volonté de l'État à aller jusqu'au bout des procédures pour les récupérer, mettant en avant l'adhésion de l'Union européenne qui, dit-il, a donné son accord de principe pour une opération qu'il qualifie de longue et demandant des efforts.

### 2024, une année encore économique

Adoptant un ton toujours aussi rassurant, le président de la République a souligné que 2024 sera comme celle

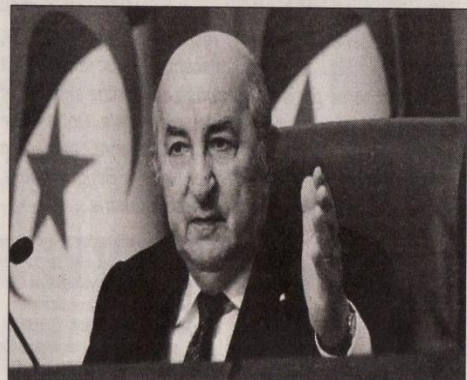


Photo : DR

emplois. La suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), prévue par le projet de loi de finances 2024, est, dit-il, une réponse aux demandes déjà formulées par les opérateurs économiques et les investisseurs depuis une vingtaine d'années.

Les initiatives des jeunes entrepreneurs doivent être accompagnées, dit-il, rappelant que le secteur des micro-entreprises a de tout temps revêtu en un caractère social mais qu'il devait désormais être la locomotive du développement. Les mesures prises en la

monde n'est en mesure de faire pression sur l'Algérie» et affirmant que le pays avait atteint «un point de non-retour pour défendre farouchement sa souveraineté».

Présidant la clôture des journées de l'entrepreneuriat et s'exprimant face à un parterre d'opérateurs économiques et de jeunes promoteurs, le chef de l'État s'est voulu rassurant en transmettant plusieurs messages qui concernent tant le climat des affaires, que la volonté de l'État à accompagner les investisseurs, tout en luttant contre des pratiques qui ont longtemps empêché le décollage de l'éco-

nomie, dit-il, de «certaines parties, nostalgiques du passé douloureux qu'a vécu le pays et qui pensent pouvoir faire pression sur l'État et sur ses politiques économiques» au moment où «le train est en marche et rien ne peut l'arrêter». Il s'agit, ajoute Tebboune, d'une «catégorie minoritaire qui tente de ternir l'image de l'Algérie à l'étranger mais qui ne représente aucunement la majorité qui est en parfaite harmonie avec la politique économique actuelle».

S'adressant aux nombreux opérateurs économiques présents, le président de la République les a rassurés,

qui l'a précédée, une année économique avec la poursuite de la consolidation des acquis, notamment en matière d'amélioration du climat des affaires en dépit d'un contexte économique mondial difficile qui a pesé sur les économies de plusieurs pays.

De nombreuses mesures ont déjà été prises, dit-il, citant l'élargissement des mesures incitatives au profit des investisseurs et des entrepreneurs pour mettre un terme à la bureaucratie et la levée des obstacles sur près de 900 entreprises grâce au travail du médiateur de la République, ce qui a permis la création de près de 22 000

Autre obstacle souvent évoqué, celui du foncier qui devrait être «définitivement réglé» après l'adoption du texte de loi sur le foncier économique. En plus de ces mesures, Tebboune assure que «les portes sont ouvertes» pour recevoir toutes les doléances tant au niveau de la présidence que du gouvernement.

L'objectif étant clair : «Bâtir une économie reposant sur les petites et moyennes entreprises (PME), compte tenu de leurs potentialités en matière d'innovation et de création d'emplois», affirme Tebboune qui plaide pour un élargissement du tissu d'entreprises qui permette de substituer les importations, tout en augmentant le taux d'intégration industrielle.

L'université algérienne, dit-il, est sur la bonne voie, puisqu'elle «participe pour la première fois à la création de la richesse et au soutien de l'économie, amorçant ainsi une rupture avec le passé lorsque le diplômé rejoignait directement les rangs des chômeurs». Beaucoup d'espoirs sont fondés sur le secteur de l'économie de la connaissance qui doit refléter, dit-il, l'image d'une Algérie «innovante, créatrice de richesses et qui impose davantage le respect».

matière durant les trois dernières années pour améliorer l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation ont, dit-il, permis à l'Algérie d'améliorer son classement sur le plan continental en matière de start-up.

### La communauté à l'étranger doit s'impliquer davantage

Fortement présents à la rencontre qu'avait initiée le Crea, les représentants de la communauté algérienne à l'étranger ont également été rassurés quant à la place qu'ils auront à jouer dans le processus de relance de l'économie.

Abdelmadjid Tebboune affirme en effet que la communauté nationale à l'étranger est «une partie prenante de tout ce qui se passe dans le pays. Ça fait longtemps qu'on les a ignorés, maintenant, ils doivent sentir qu'ils sont une partie intégrante de la patrie».

D'ailleurs, le président de la République a évoqué la possibilité d'organiser des assises réunissant les acteurs de cette communauté, issus de tous les secteurs, au moins deux fois par an.

N. I.

## Vers l'ouverture du capital des banques au privé

D'ici la fin de l'année en cours, le capital de deux banques publiques sera ouvert aux investisseurs du secteur privé. L'annonce a été faite par le président de la République qui a évoqué le lancement de l'opération d'ouverture, à hauteur de 30%, du capital de deux banques publiques aux investisseurs du secteur privé à fin 2023. «L'État est déterminé à ouvrir le capital des banques publiques.

Cette opération sera lancée avant la fin de l'année en cours ou au début de l'année prochaine au plus tard, avec l'ouverture du capital de deux ou trois banques publiques à hauteur de 30%».

Il en a profité pour lancer un appel aux opérateurs économiques privés afin qu'ils participent au développement du

secteur bancaire à travers la création de banques privées pour contribuer au financement des projets.

Tebboune rappelle qu'il avait longtemps plaidé pour l'ouverture de banques privées, estimant que «l'économie nationale doit également s'appuyer sur l'économie du secteur privé, en s'autofinanciant sans compter toujours sur les banques publiques qui restent un plus en matière de financement» alors qu'actuellement, le financement du secteur économique privé dépend toujours des fonds des banques publiques à hauteur de 85% alors que l'activité du secteur privé couvre près de 85% de l'économie nationale, ce qui constitue «un dysfonctionnement auquel il faut remédier».

N. I.

## LE PRIVÉ APPELÉ À INVESTIR DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Le président Tebboune a appelé les opérateurs économiques du secteur privé à investir dans le domaine bancaire, à travers la création de banques privées. Il s'agit d'alléger les entités financières publiques dans le financement des projets d'investissement. Mais aussi de s'intégrer dans le processus de développement de l'économie nationale. «L'Etat est déterminé à ouvrir le capital des banques publiques», a souligné le chef de l'Etat lors de la rencontre avec les opérateurs économiques, à l'occasion de la clôture des journées sur l'entrepreneuriat. Et d'annoncer le lancement de l'opération avant l'année en cours ou au début 2024 pour deux ou trois banques publiques à hauteur de 30%. Ainsi, en plus du CPA (Crédit populaire d'Algérie) et de la BDL (Banque de développement local) dont les noms ont déjà été annoncés pour ce processus via la Bourse, une autre banque serait prochainement concernée par cette ouverture. Aussi, parallèlement à la relance de la privatisation des banques par le biais de l'ouverture du capital, les pouvoirs publics espèrent voir l'arrivée sur la scène bancaire nationale de nouveaux acteurs. Le feu vert est accordé aux opérateurs économiques d'investir dans ce créneau sachant qu'actuellement, 14 banques privées opèrent en Algérie. A noter que de nouvelles demandes d'agrément de la part d'opérateurs privés sont à l'étude. La promulgation de la nouvelle loi monétaire et bancaire balise le terrain à cette ouverture du

secteur bancaire sur le privé. La nouvelle loi permet la création de banques d'investissement, de banques islamiques et de banques numériques, soulignons-le. Le président Tebboune a, en effet, appelé les opérateurs économiques du secteur privé à investir dans le domaine bancaire à travers la création de banques privées. Il s'agit d'alléger les entités financières publiques dans le financement des projets d'investissement. Mais aussi de s'intégrer dans le processus de développement de l'économie nationale. «L'économie nationale doit également s'appuyer sur l'économie du secteur privé, en s'autofinçant sans compter toujours sur les banques publiques», a-t-il souligné dans ce sillage. «Le financement du secteur économique privé dépend toujours des fonds des banques publiques à hauteur de 85%», a-t-il précisé. Et de relever un «dysfonctionnement» qu'il y a lieu de prendre en charge. Car, actuellement, faut-il le noter et comme le montrent différents rapports, les banques privées ne sont pas fortement engagées dans le financement de l'économie. Par ailleurs, le président de la République a réaffirmé l'engagement de l'Etat à récupérer les fonds pillés et détournés, ainsi que les biens fonciers acquis de façon illégale à l'étranger, mettant en avant l'adhésion, à cette opération, de l'Union européenne (UE) qui a donné «son accord de principe dans ce cadre». Rappelant que cette opération, qui exige «un effort peut durer longtemps», le président Tebboune a, toutefois,

assuré que «l'Etat est déterminé à récupérer les fonds pillés, en collaboration avec les États européens». «L'Etat veille en permanence au suivi et au contrôle des fonds des banques publiques», a-t-il insisté en conclusion. **S. Imadalou**



## LES BANQUES PUBLIQUES SOUTIENNENT FORTEMENT LES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE

### La scène bancaire en quête de diversification

Le financement de l'économie, un dossier récurrent, qui revient à chaque fois dans les débats, est encore aujourd'hui au centre des préoccupations des pouvoirs publics. A la faveur de la dernière rencontre entre le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, et les opérateurs économiques à l'occasion de la clôture des journées de l'entrepreneuriat, la contribution des banques privées dans le processus de financement de l'économie a été soulevée. Certes, le constat n'est pas nouveau : les crédits alloués aux entreprises par les banques privées sont en deçà des attentes du monde économique et du gouvernement. Mais, le poids pèse de plus en plus lourd sur les banques publiques.

Le président de la République a saisi justement l'occasion pour revenir sur cette question et relever des anomalies. Les entreprises privées consomment 85% des crédits débloqués majoritairement par les banques publiques. C'est-à-dire, les acteurs financiers privés qui sont au nombre de 14 sur 22 ne contribuent qu'à hauteur de 25% dans le financement de l'économie. Une part faible par rapport aux besoins exprimés à ce niveau. Les opérateurs

économiques se plaignent d'ailleurs régulièrement de cette réticence qui continue à retarder les investissements productifs au moment où les orientations se multiplient sur la nécessité de libérer les initiatives via la facilitation de l'accès au financement. La Banque d'Algérie a dans ce cadre appelé à maintes reprises les banques à renforcer et développer le financement de l'économie sachant qu'elles enregistrent les conditions de liquidité et de solvabilité. Il est vrai que l'analyse des tendances conjoncturelles montre une croissance des crédits, comme c'est le cas sur la période 2022 à mai 2023, cependant cela reste insuffisant.

C'est ce que fait remarquer la Banque centrale qui met en exergue l'importance des capacités de financement sur la place bancaire et le poids soutenu par le secteur public dans ce sens. L'on note pour rappel à fin mai dernier selon le ministre des Finances, Laaziz Faid, 10000 milliards de dinars de prêts et crédits-bails dédiés au financement de l'économie, dont 70% étaient destinés à l'investissement avec l'objectif de créer des richesses et des emplois. Mais, l'effort est beaucoup plus soutenu par

les banques publiques et destiné aux entités économiques privées, grandes consommatrices de crédits sans pour autant réaliser les objectifs escomptés. D'où le paradoxe et «les dysfonctionnements» soulignés. Les banques privées sont donc appelées aujourd'hui à jouer le jeu du financement loin de toute frilosité ou réticence. Et ce, d'autant que le nouveau cadre réglementaire le permet clairement via notamment la nouvelle loi monétaire. D'où la nécessité de saisir les mutations engagées pour se lancer dans le financement des entreprises. Et insuffler ainsi une nouvelle dynamique à la mobilisation optimale des capacités de financement des banques privées. Il s'agit aussi pour ces acteurs de contribuer à l'élargissement de l'offre des produits financiers. Ce qui est grandement attendu du côté des opérateurs économiques dont les préoccupations ne se limitent pas à l'accès au financement. Donc, autant les alléger. L'émergence de nouveaux acteurs serait, dans ce sens, salvateur dans une économie qui cherche encore à se construire au sein d'une place bancaire en quête d'outils managériaux efficaces face aux risques.

*Samira Imadalou*

## تكلف بمتابعتها الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار هذه إجراءات منح وتسيير العقار الاقتصادي

الاحتياجات في مجال الاستثمار. وتقوم الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار بالتشاور مع الولاية بتحديد الاستثمارات القابلة للحصول على العقار الاقتصادي مع أخذ بعين الاعتبار خصوصية النشاطات المطورة أو التي سيتم تطويرها على المستوى الوطني والمحلي في إطار الأهداف المسطرة. ويستلزم على كل شخص طبيعي أو معنوي وطنيا كان أو أجنبيا مقيما أو غير مقيم الراغب في الاستفادة من الاستثمار القيام بتسجيل طلبه عبر المنصة الرقمية للمستثمر المسيرة من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار التي تعالج طلبات منح العقار الاقتصادي المسجلة على مستوى المنصة لمنحها عن طريق الشباك الوحيد بصيغة الامتياز بالتراضي القابل للتحويل إلى تنازل وفقا لدفتر أعباء نموذجي ولمدة 33 سنة قابلة للتجديد للمشاريع الاستثمارية باستثناء الأراضي الموجهة للترقية العقارية ذات الطابع التجاري، مع تمكين صاحب الامتياز في الحصول على رخصة البناء والحق في تأسيس رهن عن الحق العيني .  
ب . و سيم

من طرف وكالات عمومية مختصة في مجال العقار الصناعي والسياحي والحضري، مع تسييرها الوفرة العقارية التي خصص لها التوجيه، فيما تكلف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار عبر شباكيها الوحيد بالبتشاور مع القطاعات المعنية في توجيه الوفرة العقارية بغرض تهيئتها من طرف الوكالات وتسيير وترقية حافظة العقار الاقتصادي التابع للدولة من أجل منح الامتياز عليه إضافة إلى مسك وتحيين سجل العقار الاقتصادي القابل لتشكيل العرض العقاري الموجه للاستثمار والمتضمن خصائص كل ملك عقاري، أضيف إلى ذلك إلزامية وضع كل المعلومات حول الوفرة العقارية تحت تصرف المستثمرين عن طريق المنصة الرقمية للمستثمر واكتساب لحساب الدولة كل عقار ذي ملكية خاصة يكون قابلا لاحتضان مشروع استثماري، ومنح العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة لفائدة المستثمرين بصيغة الامتياز بالتراضي قابل للتحويل إلى تنازل ومتابعة ومرافقة مشاريعهم الاستثمارية والمساهمة في إعداد أدوات التعمير بغرض التعبير عن

الأصول العقارية المتبقية التابعة للمؤسسات العمومية المحلة والأصول العقارية الفائضة التابعة للمؤسسات العمومية الاقتصادية، والأراضي المطابع التجاري والأراضي الأخرى المهية التابعة للأمالك الخاصة للدولة، على أن تستثنى من هذا القانون الأراضي الفلاحية أو ذات الوجهة الفلاحية التابعة للأمالك الخاصة للدولة، والأراضي المتواجدة داخل المساحات المنجمية والأراضي المتواجدة داخل مساحات البحث عن المحروقات واستغلالها، ومساحات حماية المنشآت الكهربائية والغازية، والأراضي التابعة للأمالك الخاصة للدولة الموجهة لاستيعاب مناطق النشاطات لتربية المائيات، والأراضي الواقعة داخل محيطات المواقع الأثرية والمعالم التاريخية، والأراضي الموجهة للترقية العقارية المستفيدة من إعانة الدولة، والأراضي التابعة للأمالك الخاصة للدولة الموجهة لإنجاز مشاريع استثمارية عمومية. وأشار القانون إلى أن تهيئة العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة، يهيا ليوجه لإنجاز مشاريع استثمارية

● حددت الحكومة شروط وكيفية منح العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية وطرق تسييره ومتابعته، من خلال الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار عبر الشباك الوحيد.  
حدد القانون رقم 17/23 المؤرخ في 15 نوفمبر 2023 الصادر في الجريدة الرسمية الأخيرة، شروط وكيفية منح العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، حيث يعتبر العقار الاقتصادي كل ملك عقاري تابع للأمالك الخاصة للدولة، أو كل ملك آخر خاص مكتسب من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار لفائدة الدولة قابل لاستقبال مشروع استثماري بمفهوم القانون المتعلق بالاستثمار. ويشمل العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة؛ الأراضي المهية التابعة للمناطق الصناعية ومناطق النشاطات، وأيضا الأراضي المهية الواقعة داخل محيط المدن الجديدة، والأراضي المهية التابعة لمناطق التوسع السياحي والمواقع السياحية، والأراضي المهية التابعة للحظائر التكنولوجية، وأيضا

إسهام الخواص بنسبة 30 بالمائة

## فتح رأسمال بنوك عمومية يفعل دورها في الدورة الاقتصادية الوطنية

● الخبير المالي أحمد حيدوسي لـ "الخبر": "خطوة لرفع هامش المناورة وتمويل المشاريع الكبرى"

تستعد بنوك عمومية إلى خوض مرحلة جديدة، تترجم من خلال فتح رأسمالها أمام الخواص قبل نهاية السنة الجارية، في خطوة من شأنها أن تفتح المجال أمامها للمساهمة أكثر في الدورة الاقتصادية الوطنية، تجسيدا لمبدأ "المال هو عصب الاقتصاد" ودونه لا يمكن أن تعرف المشاريع طريقا إلى الواقع.

أمام الشركاء الجدد للمشاركة في اجتماعات مجلس الإدارة، والإسهام في اتخاذ القرارات الخاصة بتوجهات البنك. وبالتالي، فإن طريقة تسيير هذا النوع من المؤسسات المالية العمومية ستعرف تطورا، قد يترجم من خلال اتساع هامش المناورة بدلا من المواصلة في طريقة التسيير الإدارية، التي اعتبرها المتحدث أحد أهم المآخذ على طريقة تعامل البنوك العمومية، كونها تبقى بعيدة عن الإسهام الحقيقي في الاقتصاد إلا ضمن أطر محددة.

وذكر الخبير الاقتصادي والمالي، من الناحية المقابلة، أن التوجه إلى فتح رأسمال بنوك عمومية يجعلها قادرة، أيضا، على الإنخراط في تمويل المشاريع الاستثمارية الكبرى، إذ أن هذه الخطوة تتيح لها رفع حجم وقدرات محفظتها، الأمر الذي ينعكس في نهاية المطاف على تجسيد البرامج الوطنية والمشاريع الاقتصادية، لاسيما وأن الحصول على التمويلات المناسبة يعد من بين أحد أهم العراقيل التي تقف أمام نقل مختلف المشاريع من الورق إلى أرض الميدان، ومن ثمة تحريك ديناميكية الاقتصاد الوطني وخلق مناصب العمل في مختلف فروع النشاطات.



### سعيد بشار

● موازاة مع هذا القرار الذي من شأنه العمل على توسيع دائرة مساهمة البنوك العمومية المعنية ونقلها من حالة أقرب إلى الجمود لتتحول إلى جهة تبادر في التمويل البرامج الوطنية والمشاريع الاقتصادية، خاصة أن توجهات السلطات العمومية تذهب نحو توسيع شبكة فروعها خارج الوطن.

في هذا الشأن، اعتبر الخبير في الشأن الاقتصادي والمالي، أحمد حيدوسي، قرار فتح رأسمال

البنكين عمومية قبل نهاية السنة خطوة نحو تحسين أداء المؤسسات المعنية وتفعيل دورها في تمويل الاقتصاد الوطني والمشاريع الاستثمارية، من ناحية التسيير وتحمل المخاطر ومن ناحية رفع حجم التمويلات أيضا.

وأشار المتحدث في تصريح له الخبير، إلى أن الطريقة المستعملة لترجمة هذا التوجه ميدانيا غير معروفة إلى حد الآن، من منطلق أن المجال مفتوح لطرح الأسهم إلى الاكتتاب العام

أولشراء نسبة منها من قبل المتعاملين الاقتصاديين الخواص، وإن كان الخبير اعتقد أن الطريقة الثانية الأقرب إلى التنفيذ، لاسيما وأن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون دعا في خطابه الأخير في ختام أيام المقاولاتية أمام رواد الأعمال المتعاملين للاندماج في تطوير القطاع البنكي الوطني.

ومن هذه المنطلقات، قال أحمد حيدوسي، إن فتح نسبة 30 في المائة من رأسمال البنوك العمومية المعنية يفتح المجال

## آخر تقديرات هيئة تجمّع النقد الآلي تكشف عدد عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني 2.82 مليون إلى نهاية سبتمبر 2023

- الجزائريون قاموا بأكثر من 239 مليون عملية سحب على جهاز الصرف الآلي خلال تسعة أشهر
- قرابة 3000 مليار سنتيم قيمة عمليات السحب



شركة توزيع المياه والطاقة "سونلغاز" والهاتف النقال "اتصالات الجزائر" و"موبيليس، جازي، أوريدو" وشركات التأمين والنقل الجوي وعدد من الإدارات والهيئات. وبخصوص نشاط الدفع عبر الإنترنت، وفي الفترة من 2016 إلى سبتمبر 2023، تم إحصاء نحو 32.356.545 وكانت تبلغ في الفترة من أكتوبر 2016 إلى أوت 2023 نحو 30.030.178 عملية دفع عبر الإنترنت. وقد كانت تقدر إلى نهاية جويلية بنحو 28.314.349

• قدر تجمّع النقد الآلي في آخر تقدير إحصائي للفترة ما بين جانفي ونهاية سبتمبر 2023، عدد عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني "تي. بي. أو"، بما يزيد عن 2.82 مليون عملية خلال الأشهر التسع للسنة الجارية. ووفقا للتجمع، فإن مجموع عمليات سحب الأموال على أجهزة الصرف الآلي بلغت خلال تسعة أشهر 239 مليون عملية بقيمة إجمالية تجاوزت 3000 مليار سنتيم. ووفقا للبيانات الخاصة بتجمع

عملية دفع عبر الإنترنت، وقدرت قيمة التعاملات ونشاط الدفع عبر الإنترنت في الفترة ما بين جانفي ونهاية سبتمبر 2023 نحو 20.299 مليار دينار. وقدر عدد التعاملات في مجال الاتصالات خلال تسعة أشهر 6.193 مليون عملية، وتوزعت العمليات والتعاملات على النقل، التأمين، الفواتير، الخدمات الإدارية، الخدمات، بيع السلع والرياضة والترفيه، وكان قطاع الاتصالات الأكثر نشاطا في الدفع على الإنترنت.

وفي نفس السياق، يحصي التجمع 379 تاجر ويب إلى نهاية سبتمبر 406 "تاجر ويب"، وكانت في أوت 2023، يصل 370 "تاجر ويب" منخرط في نظام الدفع الإلكتروني البنكي، بما فيها سونلغاز، اتصالات الجزائر، الجزائرية للمياه، شركات الهاتف النقال، الخطوط الجوية الجزائرية وشركات التأمين. وبخصوص عمليات الدفع عبر الهاتف النقال إلى نهاية سبتمبر 2023، فقد بلغت 30.255 مليون بقيمة بلغت 19.169 مليار دينار مقابل إلى أوت 2023، نحو 23.431 مليون عملية بقيمة 16.537 مليار دينار، وإلى نهاية جويلية 2023، فقد بلغت 19.867 مليون عملية بقيمة 14.085 مليار دينار وعمليات تحويل الأموال عبر الهاتف بلغت 8.309 مليون عملية بقيمة 127.547 مليار دينار، بينما بلغت إلى نهاية جويلية 2023 نحو 7.936 مليون عملية بقيمة 104.402 مليار دينار. وبالنسبة لعمليات الدفع عبر الهواتف المحمولة خلال السداسي الأول، فقد فاقت 16.6 مليون عملية بقيمة 11.7 مليار دج، فيما بلغت عدد عمليات تحويل الأموال عبر الهاتف 6.6 مليون عملية بقيمة تفوق 85 مليار دج. **حفيظ صوالي**

السداسي الأول، فإن العدد الإجمالي لأجهزة الدفع الإلكتروني المشغلة إلى غاية نهاية سبتمبر 2023، بلغ 50.857 جهاز، مقابل في نهاية أوت 2023 بـ 50.848 جهاز مقابل خلال السداسي الأول من السنة 46.263 جهاز، ومقابل 49.916 جهاز مع نهاية سنة 2022. وقد بلغ عدد عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني، أكثر من 2.81 مليون عملية خلال الفترة ما بين جانفي وسبتمبر، وكانت قد بلغت 2.44 مليون عملية خلال الفترة الممتدة ما بين جانفي ونهاية أوت 2023، حسب ما رصدته، استنادا إلى معطيات تجمع النقد الآلي بقيمة فاقت 22.40 مليار دينار خلال تسعة أشهر من 2023. وقد قدرت عدد العمليات بأزيد من 1.7 مليون عملية خلال السداسي الأول من السنة الجارية، بقيمة تتاهز 14 مليار دينار جزائري. ووصل عدد بطاقات الدفع الإلكترونية المتداولة، حسب نفس المصدر، إلى 15.692.748 بطاقة إلى نهاية سبتمبر 2023، منها 11.864.158 بطاقة ذهبية و175.607 بطاقة أعمال و3.652.983 بطاقة خواص، وكان عدد البطاقات إلى نهاية أوت 2023 تقدر بـ 15.495.185، منها 11.719.139 بطاقة ذهبية و3.604.588 بطاقة خاصة ما بين البنوك و171.458 بطاقة أعمال، مقابل 15.371.853 بطاقة، إلى نهاية جويلية 2023، منها 11.597.329 بطاقة ذهبية خاصة ببريد الجزائر و3.603.494 بطاقة بنكية و171.030 بطاقة بنكية للأعمال. وتجدر الإشارة إلى أن الدفع عبر الإنترنت عن طريق البطاقات البنكية، أضحت عملية في أكتوبر 2016، وقد تم فتح في مرحلة أولى خدمة الدفع للشركات الكبرى، على غرار



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz

You  
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger